

TARIF D'ABONNEMENTS

Bureaux-Tourcoing, le Nord et les Départements : Trois mois..... 5 francs
Six mois..... 10 francs
Un an..... 18 francs
Les autres Départements et l'Étranger le port en sus.
Agence particulières à Paris, 26, rue Feytaud

BUREAUX ET RÉDACTION :
5 ROUBAIX : 71, Grande-Rue & TOURCOING : 5, rue Carnot 5
ÉDITION DU MATIN

ABONNEMENTS & ANNONCES

A Roubaix.....
Aux Bureaux du Journal, Grande-Rue, 71
A Valenciennes.....
Chez M. Henri Lefebvre, rue de la Station,
A Paris et à Bruxelles.....
Dans les agences de publicité.
En vente à Paris dans toutes les Bibliothèques des parcs et dans les principales librairies.

LES AVARIES DU BLOC

Il y a quelques mois, un député ministériel, ma d'allure assez indépendante, qui manie très habilement et fort spirituellement le crayon avait, à la suite d'une séance où le Ministère était sorti quelque peu ébranlé (c'était après les déclarations spirituelles de M. Combes), dessiné une amusante caricature. Elle représentait un bloc de forme artistique, en mosaïque, lézardé par le malin. Sur le sommet, était perché un oiseau noir, au large bec, d'aspect insouciant avec, à la base du cou, une bande de plumes blanches simulait un rabat et, sur le dos, un petit mandorlet grisâtre, de forme ecclésiastique. Autour du bloc, on pouvait lire cette légende : « N'y touchez point, il est fait ».

Cette œuvre avait été, depuis, écrite quelque peu reformée.

M. Jaurès, qui est un racommoder fort expert, avait réussi une fois de plus à réparer cet objet d'art politique.

D'un autre côté, M. Combes semblait avoir trouvé, pour un temps assez long, le moyen de le couvrir.

N'avait-il pas annoncé qu'il lui fallait six mois pour faire exécuter la loi sur les congrégations et, qu'au bout de ce temps, il apporterait à la Chambre, avec explications à l'appui, la liste de celles vis-à-vis desquelles, pour une raison ou pour une autre, on n'aurait pas encore agi dans ce délai ?

Si vous ajoutez à cela le temps nécessaire pour que le Sénat se prononcât sur les demandes qui lui sont soumises, sur la compétence des tribunaux ou de ce qui concerne la liquidation, sur le projet de loi relatif aux constructions d'écoles ; si vous n'oubliez pas non plus que le Parlement n'a point encore statué sur le sort des congrégations de femmes, vous reconnaîtrez que M. Combes semblait avoir ainsi assuré à son ministère une durée assez coquette.

Le Président du Conseil savait, en effet, que les honorables les plus pressés ne désiraient connaître leurs nouvelles que lorsqu'on serait débarrassé de l'affaire des congrégations.

Par malheur, M. Jaurès, trop confiant dans sa force, a voulu, malgré les obligations de ses amis, restituer l'affaire Dreyfus, et M. Combes, ainsi que le général André, lui ont prêté quelque peu la main.

Sur cette question, une nouvelle et forte casquette s'est opérée dans le bloc et la vague formule de confiance contenue dans l'ordre du jour Chapuis n'en a que bien faiblement recouvert les trous.

Du reste, s'est produite la démission de M. Revoil qui a fait connaître le succès du voyage de M. Loubet en Algérie, démission dont les députés algériens, pourtant ministériels, se sont dits à tel point, avant le départ du chef de l'Etat, M. Etienne accompagnant à l'Élysée l'ancien gouverneur général que M. Combes avait brutalement refusé de recevoir.

On sait, de plus, que M. Etienne n'a obtenu que très difficilement le retrait des démissions qui ont grand nombre de représentants locaux de l'Algérie s'apprêtant à envoyer à titre de production.

Mais il est certain que cet incident sera porté à la tribune, à la tribune de la Chambre.

Enfin, l'affaire des Chartreux et du Petit Douchon, si malheureusement mêlée par M. Combes à l'incident Revoil, et qui est aujourd'hui l'objet d'une instruction engagée suivant une procédure très insolite, est venue encore compliquer les choses.

Ce qui prouve, d'ailleurs, combien la situation est tendue, c'est que M. Loubet, qui n'avait jamais manqué, jusqu'à présent, de laisser percer discrètement sa pensée, a dû s'abstenir cette fois de tout commentaire politique.

Dans ces conditions, la chute du ministère, prévue pour la fin de l'année, pourrait bien se trouver hâtée.

Si le ministère parvient — parce qu'il lui reste à accomplir une besogne dont personne, en ce moment, ne se soucie d'assumer la charge — à attendre les grandes vacances, ce sera un milieu d'années précurseurs, pour la rentrée d'octobre, d'une désagrégation définitive du bloc.

On entend déjà les bruits étranges et les craquements sinistres qui précèdent toujours les écroulements et les déboîs.

LOUIS BRINDEAU,
député de la Seine-Inférieure.

CHOSSES & AUTRES

Un bonhomme se présente à la Morgue, à l'effet de s'emparer d'un parent disparu de son domicile depuis plusieurs jours.

INFORMATIONS

UNE INTERPELLATION

Paris, 30 avril. — M. Auvilger, député de l'Oise, vient d'informer le Président du Conseil, qu'il interpellera sur l'attitude des Préfets au cours de la dernière session des Conseils généraux. La loi de 1871 sur les Conseils généraux interdit à ces assemblées tous vœux politiques. Elle est violée par les Préfets qui leur permettent d'émettre des vœux politiques, ou leur opposent la question préalable, suivant que ces vœux sont favorables ou non au ministère.

LE VERNISSAGE AU SALON DES ARTISTES FRANÇAIS

Paris, 30 avril. — Autant le vernissage du Salon des « Beaux-Arts » avait été terne, autant celui des « Artistes français » a été brillant. Il est vrai que le temps, cette fois, était plus favorable, et la foule des jolies Parisiennes en avait profité pour inaugurer les fraîches toilettes de printemps.

Des les premières heures de la matinée, les visiteurs, venus en très grand nombre, se pressaient dans le grand hall de la sculpture, où l'on installait la dernière main aux installations, et dans les salles de peinture, où retentissaient encore quelques coups de marteau et où de rares peintres vernaissaient à leurs toiles — afin, sans doute, de ne pas laisser perdre la tradition.

Après le déjeuner, la foule est devenue réduite, et il fallait absolument renoncer à circuler dans les salles et à y voir quoi que ce soit.

LE SOLDAT JEAN VOISIN

Orléans, 30 avril. — Le soldat Jean Voisin, condamné à mort pour assassinat, pas prochainement innocent après huit ans de séjour au bagne, est appelé pour lundi, 4 mai, devant le Conseil de guerre d'Orléans, lequel statuera sur l'indemnité à lui accorder.

UNE GRÈVE D'OUVRIERS MAÇONS

Le Mans, 30 avril. — Les ouvriers maçons du Mans, au nombre de deux cents, sont en grève depuis ce matin. Ils réclament l'application du tarif consenti par les entrepreneurs, à la suite de la dernière grève, ce qui n'était plus en vigueur depuis quelques mois.

NAVIRE PERDU

Le dundee Orin, voulant entrer dans le port de Colindale (île d'Orléans), a été projeté par la mer démontée sur les rochers, puis, renversé à l'arrière, et s'est perdu corps et biens. Sur les trois hommes de l'équipage qui ont péri, deux étaient mariés et père de famille.

LE CONGRÈS MÉDICAL A MADRID

Madrid, 30 avril. — Dans une séance secrète, le Congrès médical s'est occupé de l'attribution du prix. Le premier est accordé à M. Metchnikoff, professeur à l'Institut Pasteur, le second est conféré à M. Ornesi, professeur d'anatomie à Rome.

AU SOMALILAND

London, 30 avril. — Une dépêche de Bohotle annonce l'arrivée du major Gough, à la tête de sa colonne, ramenant des blessés, après un retrait de quatre jours à travers le désert.

UNE VILLE ATTAQUÉE PAR LES BRIGANDES

Tanger, 30 avril. — La ville d'Azila a été attaquée hier matin, par les brigands Basaili, chef de la tribu des Beni-Arba. L'engagement a été sanglant. Les morts sont nombreux de chaque côté. Des renforts ont été envoyés de Tanger.

LES TROUBLES EN MACÉDOINE

Berlin, 30 avril. — Le Wehring a reçu de Constantinople une dépêche disant : D'après des informations reçues ici, il a été porté hier soir à Salonique plusieurs attentats à la dynamite par des Bulgares ; il y aurait eu aussi des attaques à main armée ; la sécurité de la Banque Ottomane aurait été menacée ; de nombreuses personnes auraient été tuées ou blessées.

LA GRÈVE DES OUVRIERS DU PORT DE MARSEILLE

Marseille, 30 avril. — Le physicien des quais est calme aujourd'hui. Environ 1.800 hommes travaillent et leur embauchage n'a donné lieu à aucun incident.

Un fâcheux accident est arrivé, à huit heures, à bord du vapeur *Belgica*, qui charbonnait ; un des ouvriers a été saisi par les chaînes d'un treuil et a eu le bras littéralement arraché. On l'a transporté à l'Hôtel-Dieu dans un état désespéré.

Un des entrepreneurs, M. Bernard, a adhéré aux dires pour rentrer en grâce auprès du grand-père irrité.

Co grand-père était-il chez lui ? Tiro-Liro ne comptait pas que la portière le reconduirait. Il avait déjà eu maille à partir avec elle, et il connaissait son aimable caractère.

Aussi eut-il un mouvement de joie en apercevant Pierre Cordouan qui sortait, bottonné jusqu'au menton, le ruban rouge à la boutonnière, ganté de peau de daim et coiffé d'un chapeau à larges bords.

Le bonhomme, arrêté sur le trottoir, regardait le ciel pour examiner le temps. Vieille habitude de marin qui veut savoir, avant d'appareiller, s'il faudra prendre des ris dans la volure ou naviguer grand large. Cordouan se demandait probablement s'il allait être obligé d'ouvrir l'immense parapluie qu'il tenait à la main.

Il ne pouvait pas et il s'apprêtait à déraper, quand il aperçut Dangalas qui s'avancait, les deux mains dans les poches et le sourire aux lèvres.

Cordouan fronça le sourcil et fit mine de vouloir rentrer dans l'allée pour éviter la rencontre.

Non seulement il était trop tard, puisque Dangalas n'était plus qu'à deux pas, mais une apparition inattendue lui avait barré le passage.

La portière, l'afreux portière, arrivait du fond du corridor, elle apportait une lettre, et apostrophait son locataire :

LE RETOUR DE M. LOUBET

Le voyage de M. Loubet est terminé. Il s'est accompli mieux que ne l'avait prévu M. Combes. Du côté de l'Algérie, l'autre et en Tunisie, le chef de l'Etat a été accueilli par des manifestations sympathiques. Ce n'est pas ce qu'espérait le Président du Conseil.

En effet, jamais voyage officiel n'avait connu de succès de plus heureux auspices. M. Combes, par des tracasseries incessantes, obligeait le gouverneur général de l'Algérie à démissionner de ses hautes fonctions. Et cela, la veille du départ de M. Loubet.

La nouvelle de cette brusque démission occasionna des inquiétudes. Des protestations sans nombre arrivèrent d'Algérie. On exprimait une vive explosion de mécontentement. M. Combes ne désirait pas autre chose.

Mais la pitoyable manœuvre du Président du Conseil devait échouer. On comprit vite en Algérie que le Cabinet d'aujourd'hui, d'expressions ainsi : « Les ministres présents à Paris se sont réunis, ce matin, en Conseil de Cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Combes. Le Conseil de Cabinet a décidé de donner son assentiment à la proposition de M. Loubet, ancien président du tribunal de commerce. »

M. Combes ne le pardonnera pas à M. Loubet. La mauvaise humeur du Président du Conseil s'explique. Il voulait des incidents, et il en a eu, à son détriment.

M. Loubet les a fait naître. Il lui a suffi de traduire les sentiments de la masse du pays sur les événements actuels, pour les créer.

Ces incidents, purement ministériels, nous font espérer une meilleure politique. M. Loubet tiendra à conformer ses actes aux paroles qu'il a prononcées en Algérie. La moindre hésitation serait une grande faute. Il n'est pas gouverner ; gaspiller les finances, n'est pas administrer ; attaquer l'armée, n'est pas sauvegarder du péril extérieur. Et voilà, pourtant, toute la politique de M. Combes.

M. Loubet devra, d'après les droits que lui donne la Constitution, mettre un terme à cet arbitraire, à cette ruine et à cette désorganisation. Il le peut, et comme vouloir d'est pouvoir, espérons qu'il voudra.

Le pays, profondément troublé, lui en sera reconnaissant. Il aspire au calme, à la tranquillité, à l'apaisement, qu'il lui a promis en Algérie et que sa puissante intervention dans les conseils du gouvernement doit lui donner.

LE VOYAGE PRÉSIDENTIEL

L'arrivée de M. Loubet à Marseille. — La réception des marins américains. — Le départ pour Paris

Marseille, 30 avril. — Le *Jeanne d'Arc* est arrivé en vue de Marseille, à 1 heure 50 ; elle est encore à vingt milles, à 2 heures 35. Le *Chapelle* de service de pilotage *Avant-Garde*, ayant à bord le Préfet, l'amiral Rouvier, le général Mathis et le Maire de Marseille, quitte le Fort-Vieux, pour aller à sa rencontre sur le *Chapelle*. Elle est arrivée à 3 heures 15. Elle est saluée par les forts et le *Chapelle* américain mouillé dans l'entrée du bassin du Nord.

Bientôt elle arrive à la hauteur de celle-ci ; elle passe sur tribord devant le *Cronstadt*, dont tous les officiers et l'équipage rendent les honneurs.

Le *Jeanne d'Arc* arrive devant le bâtiment amiral commandé par le général Mathis, et le pavillon personnel du Président. L'amiral et son état-major sont sur la passerelle et saluent, de la main droite. La musique joue la *Marseillaise* à laquelle la musique de la *Jeanne d'Arc* répond par l'hymne américain. Le Président de la République et les personnages qui l'entourent, se découvrent. Les marins américains prennent sur leur gauche et se découvrent à leur tour. Le canon tonne de tous les points de la côte ; les navires de commerce présents dans le port ont hissé leurs drapeaux. L'amiral Rouvier accoste la *Jeanne d'Arc*. A 3 heures un quart, un canot blanc se détache du *Chicago* et amène l'amiral Cotton et les commandants des quatre bâtiments américains.

Le *Chicago* introduit auprès de M. Loubet, auquel l'amiral dit :

« Je vous présente, Monsieur le Président, les honneurs très respectueux du Gouvernement américain. Je porte votre santé et j'ajoute les vœux et souhaits que M. Roosevelt forme personnellement pour vous et la France, pour laquelle le Gouvernement et le peuple américain ont toujours une affection profonde, ce que vous savez, Monsieur le Président. Je vous prie d'en croire ma sincérité. »

Le Président de la République a répondu qu'il était profondément touché de cette manifestation amicale dont la France sentira tout le prix.

« Déjà, le Président Roosevelt, par l'accueil qu'il a fait naguère au général Brugère et à l'amiral Fournier, s'était acquitté de la reconnaissance de notre pays, devant voir le Président à bord de l'Etat-Unis armé de son égard des sentiments traditionnels d'amitié de la grande République sœur. »

M. Loubet a exprimé l'admiration que lui avaient inspirée les beaux bâtiments américains, devant lesquels il venait de passer et la fibre tendue de leurs équipages. Il a invité l'amiral à dîner samedi prochain à l'Élysée.

Et, faisant face à Dangalas, il lui dit froidement : — Vous voilà, monsieur. Que me voulez-vous ? — Je viens vous voir, répondit l'évêque de Vitrac, j'ai de vous parler, mais je ne veux pas vous empêcher de lire votre correspondance.

L'enveloppe de la lettre était souillée de boue, et Cordouan la regardait à distance, comme s'il eût été tenté de la jeter dans la rue sans l'ouvrir.

— Ah ! mon Dieu ! murmura-t-il, c'est son écriture ! — L'écriture de qui ? demanda Dangalas saisi d'un essoufflement.

RÉUNION DU CONSEIL DES MINISTRES

Paris, 30 avril. — La note officielle, rendant compte de la séance du Cabinet d'aujourd'hui, s'exprime ainsi : Les ministres présents à Paris se sont réunis, ce matin, en Conseil de Cabinet, au ministère de l'Intérieur, sous la présidence de M. Combes. Le Conseil de Cabinet a décidé de donner son assentiment à la proposition de M. Loubet, ancien président du tribunal de commerce.

Le Ministre des Finances a fait connaître les grandes lignes du projet de budget de 1904, en insistant sur la nécessité de réduire les dépenses de manière à équilibrer le budget.

D'autre part, une information de source officielle fournit sur la séance du Conseil de Cabinet les détails suivants :

La majeure partie de la séance a été consacrée à l'exposé que M. Bouvier a fait de la situation financière et des travaux auxquels il se livre pour la préparation du budget de 1904. Le Ministre des Finances a insisté sur la nécessité de réduire les dépenses de manière à équilibrer le budget.

M. Combes a fait connaître divers détails qu'il a retenus au sujet des incidents divers relatifs aux congrégations. Le Préfet de l'Isère, en particulier, a fait la note de source officielle, a ordonné l'ouverture d'une enquête sur les conditions dans lesquelles se sont passées les manifestations qui s'opposent à l'expulsion des Chartreux. On sait qu'il s'agit de M. Mouchon, envoyé du *Matin*.

Les ministres se réuniront, mardi 5 mai, en Conseil des Ministres, sous la présidence de M. Loubet.

LE ROI EDOUARD VII A PARIS

Paris, 30 avril. — Nous voici à la veille du jour d'arrivée du roi Edouard VII à Paris, et on peut affirmer que la réception sera belle si le temps veut bien se montrer un peu angeplé.

Le vice-amiral Fournier, le général de la Croix, le commandant Chabaud, tous trois attachés à la personne du roi Edouard VII, arriveront cette nuit à Dijon, pour y attendre le souverain qui arrivera dans la matinée de vendredi. C'est dans cette ville que les premiers présentations auront lieu.

A Paris, l'animation semble grandir. Comme toujours, en pareille circonstance, les camelots deviennent les maîtres de la rue. Les chansons qu'ils débitent obtiennent un facile succès. Le peuple s'amuse.

Le départ de Rome

Rome, 30 avril, 10 heures. — Le roi Edouard VII a quitté Rome ce matin à 9 heures 25, accompagné à la gare par le roi Victor-Emmanuel, les princes et leurs suites.

A la gare, le roi Edouard a pris congé de toutes les autorités, et aussi de M. Barrère, ambassadeur de France près le Quirinal, auquel il a dit qu'il était heureux de se rendre à Paris.

Le roi Edouard VII est parti à 10 heures 15. Le roi Edouard VII se sont embrassés trois fois affectueusement, puis le roi Edouard VII est monté dans son compartiment, après avoir serré la main au roi Victor-Emmanuel III, qui lui a dit « adieu » en anglais. Il s'est tenu à la portière du wagon et a conversé avec le roi d'Italie. Le train partit alors directement pour Paris par Gênes, Turin et Modane.

LA VISITE D'EDOUARD VII AU PAPE

Paris, 30 avril. — Le Temps publie les détails qu'on va lire concernant la visite du Roi d'Angleterre à Léon XIII :

Léon XIII est venu au-devant du souverain jusqu'à la gare d'Orléans, où il l'a accueilli avec les marques d'une vive satisfaction. Le roi Edouard est incliné légèrement, en avançant la main que le Pape a prise et gardée dans la sienne jusqu'à ce que tous les deux aient disparu dans une autre porte de la gare s'élevant au-dessus.

Relevant l'étoffe, le Pape a fait asseoir son royal visiteur sur un trône à côté du sien, et sous le même baldachin. La conversation a duré exactement vingt-deux minutes.

L'entretien terminé, le roi Edouard a fait introduire les personnages de sa suite et les a présentés au Pape. Après les présentations, le Pape, tenant toujours le roi par la main, l'a accompagné jusqu'à l'ambassadeur de France. Au moment de prendre congé, le roi a exprimé au Pape le désir d'avoir son portrait.

Dans la soirée, Mgr Marziani, cérémoniaire pontifical, chapelain secret du Pape, s'est rendu à l'ambassade d'Angleterre pour porter au roi la gravure d'un portrait du Pape, avec ces mots en latin : « A Edouard VII, roi d'Angleterre, avec la date et la signature de Léon XIII. »

Edouard VII est sorti du Vatican à cinq heures et est rentré directement au Quirinal. Sur le parvis, la foule l'a de nouveau acclamé.

Notre correspondant de Rome nous télégraphie qu'il apprend de bonne source que Léon XIII a renoncé à Edouard VII de la liberté complète qu'il accorde aux missionnaires catholiques partout où les Anglais ont des colonies, et des marques de sympathie personnelle que le roi lui a données à l'occasion de son jubilé pontifical.

L'opinion de la presse anglaise

Comment la visite du Roi d'Angleterre au Pape, le *Daily Telegraph* dit :

Cette visite n'a aucune importance politique ; le Roi a simplement salué le vénérable chef de l'Eglise catholique dont la domination spirituelle est reconnue par des millions de croyants catholiques.

Le *Times* s'exprime ainsi :

Nulle personne de celles dont le jugement n'est pas perverti par les fanatismes ne peut s'empêcher d'admirer que la présence du Roi pendant une demi-heure au Vatican implique ou peut impliquer la plus légère reconnaissance des revendications spirituelles ou temporelles de la Papauté. S'il en est été autrement, nous eussions été des premiers à la condamner.

Mais cette visite exerce indubitablement une influence politique indirecte sur les sujets catholiques du Roi Edouard au Canada, en Irlande, en Australie ou ailleurs.

L'influence morale de la Papauté dans notre pays aussi bien qu'au dehors est un fait qu'aucun homme prudent ne peut nier ou ignorer.

LA CATASTROPHE DE FRANK (Canada)

95 VICTIMES

Destruction d'une petite ville minière. — Eruption volcanique, explosion de grisou ou éboulement de rochers.

Nous avons annoncé, jeudi matin, que la petite ville minière de Frank, située dans l'Etat d'Alberta (Canada), sur la voie ferrée de Montréal à Vancouver, avait été détruite.

Cette catastrophe a produit une émotion d'autant plus vive qu'à Frank mine et dans les environs se trouvent deux exploitations houillères, la *Frank* et l'*Unita Goldfield*, qui comptent beaucoup d'actifs dans la région.

Il y a plus, nous annoncions dernièrement le départ, comme directeur de cette dernière exploitation, de M. Edouard Liagre, ancien élève de l'Ecole centrale, ingénieur aux mines de Lens et fils de notre confrère, M. Edouard Liagre, de la *Dépêche*. A cette même exploitation étaient attachés comme administrateur délégué, M. Floutot, ingénieur très connu à Lille et à Douai, et M. Bougin, comme sous-directeur technique, qui, dans ces derniers temps, était allé à la Société des mines de Lens. Plusieurs ouvriers de ce charbonnage avaient également voulu quitter la France avec M. Edouard Liagre et remplassaient les fonctions de porions dans les chantiers de l'*Unita Goldfield*.

Habitués-nous de dire immédiatement que si la ville de Frank a été détruite, aucun de nos compatriotes ne figure parmi les victimes.

Les causes de la catastrophe

On avait d'abord cru que cette catastrophe était due à une éruption volcanique, mais cette hypothèse est maintenant abandonnée et il est bien plus probable que la petite ville a été détruite par une formidable explosion de grisou. Toutefois, certains journaux soutiennent que la catastrophe de Frank serait due, non à une explosion de grisou, mais à une véritable explosion volcanique. Un de nos confrères parisiens publie le télégramme suivant daté de Montréal :

L'éruption de la montagne de la Tortue a été précédée dans la nuit de plusieurs secousses de tremblement de terre.

Les habitants, réveillés en sursaut, sortirent de leurs maisons.

Quant à l'éruption se produisant, en voyant le torrent de lave se précipiter vers la mine, les tremors coururent dans cette direction, suivies de leurs enfants, pour éviter les éboulements ; mais, avant d'y arriver, elles furent arrêtées par la lave et presqu'immédiatement, dans une scène d'horreur inaltérable.

On ne peut encore évaluer le nombre des victimes ; il est probablement un plusieurs centaines.

Nous ferons remarquer que cette dépêche paraît avoir été fabriquée de chic, d'abord parce que l'entree de la mine se trouvant à une certaine hauteur, dans le flanc de la montagne, la lave n'a pas dû s'y précipiter et à dû, au contraire, s'écouler vers la vallée ; ensuite, parce que, le surintendant du bureau météorologique de Victoria (Colombie britannique), télégraphique que le sismographe n'a révélé aucune trace de troubles sismiques.

Une autre dépêche de Vancouver dit que la catastrophe de Frank est maintenant attribuée à un éboulement de rochers qui a entraîné le sommet de la montagne de la Tortue sur le village situé au pied de cette montagne. Ce qu'on croyait être la fumée s'échappant du volcan était produit par l'effondrement des blocs de rochers. On ne redoute pas une répétition de la catastrophe. Sur 17 mineurs ensevelis, 12 ont été suffoqués, les autres ont pu se frayer un passage au milieu des débris et s'échapper sans et sans. On estime le nombre total des tués à 95.

On a également mentionné une dépêche de Victoria (Colombie anglaise) parvenue, cette nuit, et qui libilité du vieux marin qui affirmait que cet homme avait été forcé. Cordouan se décida.

— Surtout dit-il après un silence, je vous permets de me la lire. Vous me la rendez.

— Soyez tranquille !... mais nous sommes très mal sur ce trottoir. Venez avec moi jusqu'au café du Heider. Je vous la lirai pendant que vous boirez un grog. En attendant, serrez-la dans votre poche. Je tiens à la déchâter devant vous et à ne pas y toucher jusqu'à ce que nous soyons établis devant l'établissement où je veux vous régaler.

— Bon !... mais dépêchez-vous !

Dangalas en était venu à ses fins, et il se félicitait de s'être à peu près réconcilié avec l'aveugle, car il comprenait très bien que, sans lui, il aurait beaucoup plus de peine à sauver Augustine, exposée sans doute à des dangers de plus d'une sorte.

Le rapin et l'aveugle prent tâtât fait d'arriver au boulevard et de s'établir au café, sur la terrasse, c'est-à-dire dehors.

Ce n'était pas l'heure où s'y rassemblent les officiers de terre et de mer pour compulser l'Annuaire en avalant des apéritifs. D'ailleurs, il ne faisait pas chaud, d'où il résultait que les tables placées à l'extérieur étaient désertées et presque incouppées. On pouvait donc s'isoler là, en plein boulevard des Italiens, et causer sans être entendu.

Dangalas jeta un coup d'oeil sur les grogs, et afin d'être libre de ses mouvements après la conférence, il s'empressa de les payer au garçon qui les apporta.

Cordouan n'était pas venu là pour triquer. Il n'avait pas lâché la lettre, et il la passa au rapin, qui se mit à la soulever dans sa main, en disant :

(A suivre). F. DE BOISGOBEY.